PCF
Parti communiste français

L'école, une nouvelle ambition !

ENSEMBLE, LA RIPOSTE POUR UNE ALTERNATIVE

MARDI 2 MAI 2006 À 20H00 - Espace Chevreul à Nanterre (92)

Marie-George BUFFET (PCF) Claude ROIRON (PS) Claude VIGNAL (MRC) Samuel JOSHUA (LCR) François COQ (MARS) Manuel BLASCO (UEC)
Gérard ASCHIERI (FSU) Patrick GONTHIER (UNSA) Karl STOECKEL (UNL) Éric FAVEY (Ligue de l'enseignement) Évelyne CHARMEUX (chercheur)

ON NE PEUT PAS LAISSER LA DROITE CASSER NOTRE ÉCOLE

Depuis la loi Fillon, le gouvernement enchaîne les "réformes"...

- **Apprentissage à 14 ans.**
- **Remise en cause des ZEP.**
  Suppression de postes aux concours de recrutements d'enseignants.
- **Décentralisation des personnels TOS.**
- **Suppression de 45 000 emplois** en quelques années dans l'Éducation Nationale et précarisation des personnels.
- **Socle commun de connaissances réduit** au minimum-pour une grande partie de la jeunesse
  Suppressions massives d'options et alourdissement des effectifs par classe.
- **Externalisation du traitement de l'échec scolaire** vers les collectivités territoriales (PPRE).
- **Remise en cause de la liberté pédagogique.**

Toutes ces mesures, imposées par le gouvernement contre la volonté de la très grande majorité des organisations de parents et des professionnels de l'éducation, trouvent écho dans les autres projets de la droite :

- **CPE**
- **Disparition de la carte scolaire** et mise en concurrence des établissements.
- **Promotion de l'enseignement privé.**
- **Qualifications professionnelles réduites** à l'acquisition de compétences immédiatement utilisables dans les entreprises.
- **Remise en cause des diplômes** qui sont aujourd'hui reconnus dans les conventions collectives et constituent une certaine garantie pour les salariés...

Au-delà d'affirmations destinées à jeter le trouble, les projets Fillon/Robien-Sarkozy pour l'éducation s'inscrivent dans le droit fil de la politique libérale mise en œuvre aujourd'hui.
Elles ouvrent la voie à moins de qualifications professionnelles reconnues, moins de culture commune, plus de précarité professionnelle et sociale pour la majorité des jeunes et des salariés de ce pays.

IL FAUT ORGANISER LA RIPOSTE ! TOUS ENSEMBLE, RETROUVONS-NOUS POUR CONSTRUIRE UN VRAI PROJET D'AVENIR POUR NOTRE ÉCOLE

Pour une nouvelle étape de la démocratisation de l'école

LE PCF PREND L'INITIATIVE D'OUVRIR LE DÉBAT, LE 2 MAI 2006

Une ambition renouvellée...

Notre ambition est de construire l'école de l'égalité, de la justice et de la réussite pour tous les jeunes : une école de la citoyenneté pour une société émancipée de toutes les dominations.

...des leviers pour changer la donne

Pour y parvenir, les demi-mesures ne suffiront pas. Nous proposons 4 leviers :

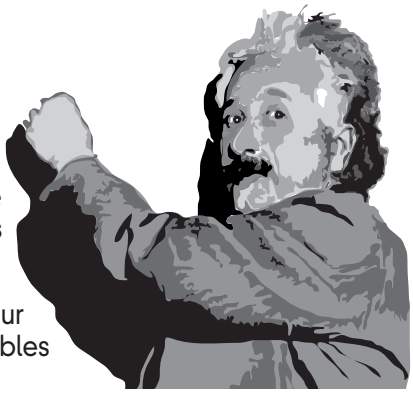
1. L'éducation doit être un service public national, laïc et véritablement gratuit, obligatoire de 3 à 18 ans (avec un droit effectif d'accès à la maternelle dès l'âge de 2 ans). Sa mission est de faciliter l'accès de tous à un haut niveau de culture commune en même temps qu'à une formation qualifiante initiale de qualité. Elle doit déboucher sur une insertion professionnelle réussie et permettre l'accès à la formation tout au long de la vie dans le cadre d'un système de sécurité d'emploi ou de formation.

2. La lutte contre les inégalités dans et hors l'école, doit être une priorité absolue. Nous proposons - outre les mesures générales adoptées au plan social en direction des familles - de créer un "Fonds national de lutte contre les inégalités à l'école" visant notamment à compenser les inégalités territoriales, a assurer une véritable gratuité dans tous les domaines, à financer les actions pédagogiques nécessaires et l'accès de tous à la culture vivante. Il faut porter à 7% du PIB l'effort financier de l'État.

3. Un effort considérable doit être fait pour améliorer la qualité des enseignements : rénovation des programmes pour une culture commune, démarches pédagogiques et éducatives de réussite, activités éducatives complémentaires... Il faut en parallèle renforcer la formation initiale et continue de tous les personnels en lien avec la recherche en sciences de l'éducation ; améliorer les conditions d'étude et de travail de tous. La création d'observatoires des scolarités impliquant parents, élèves et enseignants à coté des élus permettra de réaliser dans les faits ces ambitions.

4. C'est toute la société qui doit être mise en mouvement pour assurer une réelle démocratisation de l'école. Les parents, les lycéens et les personnels se verront reconnaître des droits nouveaux dans le cadre d'une réelle démocratie participative.

...et réussir à gauche



En s'attaquant à l'école, c'est toute la société que la droite veut changer. A cet objectif, la gauche doit répondre par un projet qui ne peut pas jouer petit bras comme elle l'a fait jusqu'à présent en ne se donnant pas les moyens de garantir la réussite pour tous. Aujourd'hui, le niveau de réponse doit être à la hauteur des attaques et plus encore des difficultés que rencontrent l'école, les élèves et les familles.

Le 2 mai 2006, prenons nos responsabilités : retrouvons-nous pour construire ensemble un projet pour notre école qui réponde aux formidables défis d'une société du savoir partagé.